

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 3 FÉVRIER 2025**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
|----------|-------------|---------|
| 12 | 0 | 4 |

OBJET DE LA DECISION

N° 25/59

**CONSTITUTION D'UNE
SERVITUDE DE PASSAGE ET
DE TREFONDS POUR UNE
CONDUITE
D'ASSAINISSEMENT SUR
UNE PARCELLE SITUEE
COMMUNE DU PRADET 1330
AVENUE GENERAL BROSSET**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert CAVANNA, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/59

BUREAU DU 3 FÉVRIER 2025

**O B J E T : CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE ET
DE TREFONDS POUR UNE CONDUITE
D'ASSAINISSEMENT SUR UNE PARCELLE SITUEE
COMMUNE DU PRADET 1330 AVENUE GENERAL
BROSSET**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 en date du 4 mai 2023 portant délégation au Président et au Bureau,

VU le protocole d'accord entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et Mme PISCIONE Danielle signé le 1er juillet 2022,

CONSIDERANT la vétusté du réseau d'assainissement longeant le cours d'eau l'Eygoutier sur la commune du PRADET, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a souhaité entreprendre des travaux de restructuration dudit réseau,

CONSIDERANT que des travaux sont envisagés sur une parcelle privée sise sur la commune du PRADET (83220) 1330 Avenue du Général Brosset, cadastrée section AI n°0004, appartenant Mesdames de NAS de TOURRIS Danielle, PISCIONE Sylvie, PISCIONE Valérie et prévoient notamment :

- Les travaux préparatoires de dépose de clôture, débroussaillage et abattage d'arbustes nécessaires, en tenant compte des arbres et essences remarquables à conserver,
- La pose en tranchée d'une canalisation en PVC de diamètre 200mm sur 85 ml et de trois regards de visite en PEHD de diamètre 600 fermés d'un tampon en fonte de classe minimum D400. Si besoins cette technique de pose pourra être remplacée par une technique de réhabilitation de l'actuelle conduite sans tranchée de type chemisage ou tubage,
- Les raccordements de branchement sur environ 7 ml de conduite en PVC de diamètre 160mm,
- Le remblaiement de la tranchée et la fermeture en terrain naturel,
- Les tests et essais nécessaires à la réception des travaux,
- La remise en état de la clôture déposée préalablement,
- La remise en état des lieux et des zones empruntées conformément au constat d'huissier initial, à l'exception des modifications apportées à la demande des propriétaires et consignés ci-dessus,

CONSIDERANT que le passage de cette canalisation notamment et la réalisation des différents travaux sus-indiqués nécessitent la signature d'une convention de servitude de passage et de tréfonds, sur la parcelle sise sur la commune du PRADET (83220) 1330, Avenue du général Brosset, cadastrée section AI n°0004 (fonds servant), appartenant à Mesdames de NAS de TOURRIS Danielle, PISCIONE Sylvie, et PISCIONE Valérie, d'une canalisation en PVC de diamètre 200mm sur 85 ml et de trois regards de visite en PEHD de diamètre 600mm fermés d'un tampon en fonte de classe minimale D400, des raccordements du branchement sur environ 7 ml de conduite en PVC de diamètre 160mm au bénéfice du domaine public métropolitain (fonds dominant),

CONSIDERANT que la Métropole effectuera également tous les travaux et aménagements prévus dans le protocole d'accord signé entre les parties le 1^{er} juillet 2022 et annexé à la présente décision,

CONSIDERANT que cette servitude de passage et de tréfonds est consentie par les propriétaires sus-indiqués au bénéfice de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'euro symbolique non recouvrable,

CONSIDERANT qu'il convient d'autoriser le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'acte constitutif de cette servitude de passage et de tréfonds,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE CONSTITUER à l'euro symbolique non recouvrable une servitude de passage et de tréfonds sur la parcelle sise sur la commune du PRADET (83220) 1330, Avenue du Général Brosset, cadastrée section AI n°0004 (fonds servant) appartenant à Mesdames de NAS de TOURRIS Danielle, PISCIONE Sylvie, PISCIONE Valérie, pour une canalisation en PVC de diamètre 200 mm sur 85 ml, de trois regards de visite en PEHD de diamètre 600mm fermés d'un tampon en fonte de classe minimale D400 ,des raccordements du branchement sur environ 7 ml de conduite en PVC de diamètre 160mm au bénéfice du domaine public métropolitain (fonds dominant).

ARTICLE 3

DE DIRE que les propriétaires du fonds servant acceptent de laisser le libre accès à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, compétente en matière d'assainissement, ainsi qu'à son délégataire et aux entreprises mandatées par elle pour réaliser les travaux et intervenir en cas de besoin sur l'emprise de la conduite pour procéder à tous contrôles nécessaires sur l'état de la conduite et des différents ouvrages et procéder le cas échéant à des travaux sur celle-ci.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'une part, à recevoir l'acte authentique en la forme administrative à intervenir correspondant à l'officialisation de la servitude de passage et de tréfonds sur la parcelle cadastrée section AI N°0004, et d'autre part, à faire et signer tous les actes permettant d'officialiser cette servitude de passage et de tréfonds.

ARTICLE 5

DE DIRE que la Métropole Toulon Provence Méditerranée réalisera tous les travaux et aménagements prévus dans le protocole d'accord signé entre les parties le 1^{er} juillet 2022, joint en annexe de la présente décision.

ARTICLE 6

D'AUTORISER Monsieur Thierry ALBERTINI, 8^{ème} Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à signer l'acte authentique en la forme administrative dont les modalités sont indiquées dans le projet joint en annexe, ainsi que tous les documents y afférents.

ARTICLE 7

DE DIRE que tous les frais d'actes seront à la charge de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 8

DE DIRE que les crédits nécessaires sont prévus et inscrits au budget annexe Assainissement 2025, opération 23801, article 2111.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

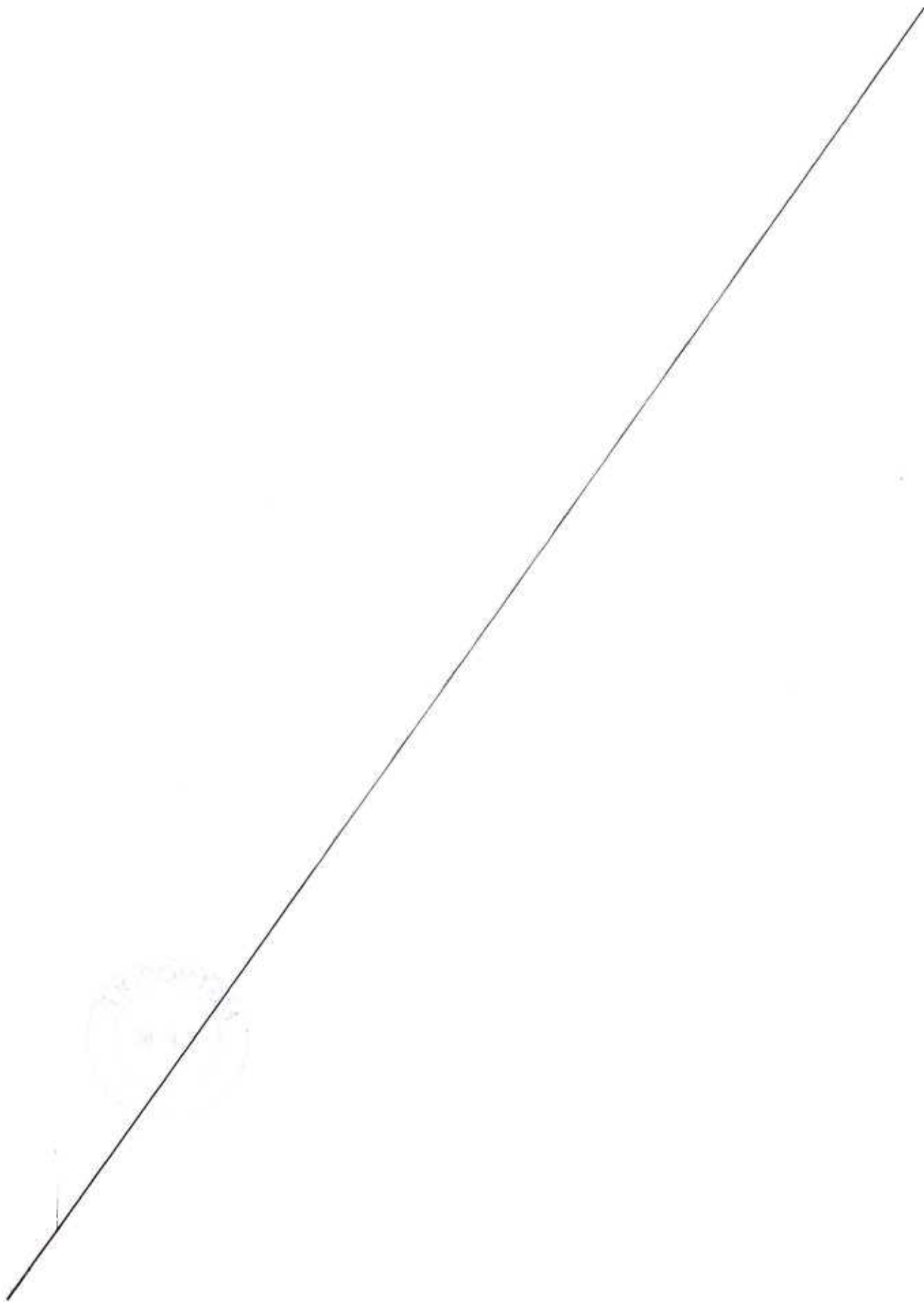
Fait à Toulon, le 3 février 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

| | |
|------------|----|
| POUR | 12 |
| CONTRE | 0 |
| ABSTENTION | 0 |





PROJET

DOCUMENT HYPOTHECAIRE NORMALISE

PREMIERE PARTIE **COMMUNE DU PRADET**

L'An Deux Mil Vingt Quatre

Et le

Au siège social de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

Le Président de la Métropole,

A reçu le présent acte authentique comportant

CONVENTION DE SERVITUDE DE TREFONDS **POUR UN RESEAU D'ASSAINISSEMENT**

ENTRE,

➤ Madame DE NAS DE TOURRIS Danielle Marcelle Roberte, née le 17 décembre 1938 à SAIGON (Vietnam), Retraitée, veuve de Monsieur PISCIONE Victor, demeurant Villa Les Acacias – Avenue Général Brosset au PRADET – USUFRUITIERE -

➤ Madame PISCIONE Sylvie Marie-Madeleine Paulette, née le 21 juillet 1964 à CAUDERAN (33), Secrétaire, divorcée de Madame BRASSET Thierry, demeurant Le Panoramic E – 205 Rue du Président Robert Schuman à TOULON

➤ Madame PISCIONE Valérie Marie-Thérèse Jacqueline, née le 10 octobre 1969 à TOULON, Fonctionnaire, célibataire majeure, demeurant Résidence Les Marguerites – Avenue des Craus à LA VALETTE DU VAR

ci-après désignées par l'appellation « LE PROPRIETAIRE », d'une part

ET

La Métropole dénommée « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE », par abréviation T.P.M., dont le siège social est à TOULON CEDEX 9 (83041) – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 - N° SIREN 248 300 543 – créée aux termes d'un décret de Monsieur le Premier Ministre, n° 2017-1758 du 26 décembre 2017.

ci-après désignée par l'appellation « LE BENEFICIAIRE », d'autre part

EXPOSE

Aux termes de la délibération du Bureau Métropolitain n° en date du 2024, dont une copie restera annexée aux présentes, il a été décidé d'autoriser Monsieur le Président à recevoir le présent acte relatif à la constitution d'une servitude de passage et de tréfonds à l'euro symbolique pour un réseau d'assainissement avec création d'un poste de relevage des eaux usées.

La présente servitude concrétise un engagement écrit du propriétaire en date au PRADET du 1^{er} juillet 2022, dont une copie demeurera annexée aux présentes.

DESIGNATION DU BIEN GREVE:

Sur le territoire de la commune du PRADET :

| Section | N° | Lieudit | Surface en m ² de la parcelle | Nature de la servitude |
|---------|----|--------------------------------|--|--|
| AI | 4 | 1330 Avenue du Général Brosset | 2 510 | Pose en tranchée : * d'une canalisation en PVC Ø 200 mm sur 85 ml et de 3 regards de visite en PEHD de Ø 600 mm fermés d'un tampon en fonte ce classe minimum D400 * d'une conduite en PVC Ø 200 mm sur environ 3 ml de large * Les raccordements du branchement sur environ 7 ml de conduite en PVC Ø 160 mm Un plan demeurera annexé aux présentes |

Rappel des Fonds

| | |
|----------------|---|
| FONDS SERVANT | Parcelle AI 4 propriété des consorts PISCIONE |
| FONDS DOMINANT | Domaine Public de la Métropole « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE » |

ORIGINE DE PROPRIETE DE L'IMMEUBLE GREVE:

✎ A l'origine bien de communauté d'entre les époux PISCIONE/DE NAS DE TOURRIS pour l'avoir acquis des époux PLUCHON/FAVIER aux termes d'un acte reçu par Maître FRAISSE, Notaire à PUGET VILLE, le 19 mars 1971, publié au 1^{er} Bureau des Hypothèques de TOULON le 24 mars 1971 – Volume 467 n° 15 -

✎ Succession de Monsieur PISCIONE Victor Lucien décédé à TOULON le 31 août 2007, ab-intestat.

A la survivance de Madame DE NAS DE TOURRIS Danielle, son épouse restée sa veuve, usufruitière légale et attributaire de la totalité de la succession de son défunt époux en vertu de la clause d'attribution visée à leur contrat de communauté universelle.

Laissant pour seules héritières Mesdames PISCIONE Sylvie et Valérie, ses deux filles issues de son union.

L'attestation immobilière après ce décès a été établie par Maître GHISOLFO, Notaire à TOULON, le 4 mai 2009, publiée au 1^{er} Bureau des Hypothèques de TOULON les 12 juin et 6 juillet 2009 – Volume 09P n° 4744 – suivie d'une attestation rectificative en date du 30 juin 2009, publiée le 6 juillet 2009 – Volume 09P n° 5544 -

✎ Attribution de la nue-propriété à Mesdames PISCIONE Sylvie et Valérie, à raison de 50% pour chacune d'elles, aux termes d'un acte reçu par Maître GAS, Notaire associé à TOULON, le 25 juillet 2018, publié au Bureau du Service de la Publicité Foncière de TOULON le 2 août 2018 – Volume 18P n° 8196 – contenant donation entre vifs à titre de partage anticipé par Madame DE NAS DE TOURRIS Danielle veuve PISCIONE à ses deux filles susnommées. La donatrice s'est réservé l'usufruit sa vie durant ainsi que le droit de retour et l'interdiction d'aliéner. Cette donation a eu lieu avec la clause d'exclusion de la communauté.

JOUISSANCE

LE BENEFICIAIRE aura la pleine et entière jouissance du droit cédé par la signature des présentes.

INDEMNITE

La présente convention est consentie à l'euro symbolique non recouvrable d'accord entre les parties

Pour les besoins de la publicité foncière la présente servitude est évaluée à la somme de CENT EUROS (100,00 €).

DECLARATION POUR L'ADMINISTRATION

La présente convention est exonérée des droits de timbre de dimension, des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière (Article 1042 du Code Général des Impôts) et sera soumise à la formalité fusionnée.

FIN DE PREMIERE PARTIE

DEUXIEME PARTIE

TITRE I **LES PERSONNES**

A - LE PROPRIETAIRE:

- Madame DE NAS DE TOURRIS Danielle est veuve en uniques noces de Monsieur PISCIONE Victor.
- Madame PISCIONE Sylvie est divorcée en premières noces, non remariée, de Madame BRASSET Thierry suivant jugement du Tribunal de Grande Instance de TOULON en date du 29 juin 2005.
- Madame PISCIONE Valérie est célibataire majeure.

B - LE BENEFICIAIRE:

La Métropole dénommée « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE », par abréviation T.P.M., est représentée par Monsieur Robert CAVANNA, domicilié à TOULON (83041) – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – agissant aux présentes en sa qualité de 1^{er} Vice-Président de la Métropole, légalement habilité à l'effet des présentes en vertu des dispositions de l'article L1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Bureau Métropolitain susvisée.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN a été nommé Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE par délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/075 dans sa séance du 4 mai 2023, dont une copie restera annexée aux présentes, et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes de la délibération n° 24/ , et de la délibération du Bureau Métropolitain en date du 4 mai 2023 n° 23/05/078.

TITRE II **LES BIENS**

A - DECLARATIONS CONCERNANT LES BIENS

LE PROPRIETAIRE déclare :

- qu'à sa connaissance, l'IMMEUBLE cédé n'est grevé, du chef des précédents propriétaires, d'aucune servitude autre que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, des lois ou règlements d'urbanisme ou des titres de propriété antérieurs et qu'il n'a personnellement créé, ni laissé acquérir aucune servitude nouvelle sur l'IMMEUBLE,
- que l'IMMEUBLE est libre de toute hypothèque ou de tout privilège,
- qu'il n'a consenti aucun droit de fermage ni location

B – CONDITION PARTICULIERE

- * Un état des lieux sera établi par un huissier avant le début des travaux
- * Il sera procédé à la remise en état de la zone concernée comme indiquée dans le protocole d'accord susvisé
- * La zone de travaux sera isolée de la propriété privée par une clôture de chantier réglementaire

TITRE III CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

La présente convention est consentie et acceptée aux clauses et conditions suivantes, auxquelles les parties déclarent se référer expressément, dans la mesure où, précédemment, il n'a pas été fait mention d'aucune clause ou indication contraire.

A – LES PERSONNES :

① Dénominations :

Pour leur comparution ou leur intervention aux actes de création de servitude, les dénominations :

- LE PROPRIETAIRE désigne le ou les propriétaires, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales, et qu'ils soient ou non représentés par des mandataires ; si la cession du présent droit est le fait de plusieurs propriétaires, ceux-ci agissent conjointement et solidairement entre eux.
- LE BENEFICIAIRE désigne l'Autorité bénéficiaire de la servitude et son représentant, dénommé ci-avant, au TITRE I « LES PERSONNES »

② Déclarations :

LE PROPRIETAIRE déclare :

- que sa dénomination est telle qu'il est indiqué en tête des présentes.
- qu'il n'a jamais été en état de banqueroute, de faillite, de liquidation ou de règlement judiciaire, qu'il n'a pas demandé le bénéfice du règlement amiable homologué.

B – LES BIENS :

En ce qui concerne la désignation des biens grevés par la servitude, il est précisé que si la servitude intéresse un ou plusieurs immeubles, ceux-ci sont désignés par l'abréviation l'IMMEUBLE.

C - CLAUSES ET CONDITIONS :

Les clauses et conditions énoncées ci-après sont celles établies en conformité avec la législation en vigueur et relatives à la création de servitude. Elles viennent compléter les dispositions particulières énoncées ci-avant.

ARTICLE I Après avoir pris connaissance de la servitude de tréfonds sur la parcelle ci-dessus désignées tel qu'indiqué sur le plan ci-annexé, auquel les parties déclarent expressément s'y référer, le propriétaire reconnaît au BENEFICIAIRE, Maître de l'Ouvrage, les droits suivants :

- Etablir une servitude de tréfonds pour un réseau public d'assainissement et ses accessoires
- Etablir un poste de relevage des eaux usées et ses équipements
- Autoriser un droit d'accès à la canalisation et aux équipements pour les agents d'entretien
- Procéder, au point d'implantation, à tous travaux de débroussaillage, abattage d'arbres et dessouchage reconnus indispensables pour permettre la création de l'ouvrage.

Par voie de conséquence, LE BENEFICIAIRE ou celui qui, pour une raison quelconque, viendrait à lui être substitué, pourra faire pénétrer dans ladite parcelle ses agents et ceux de ses entrepreneurs dûment accrédités, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation, l'utilisation en cas de sinistre ainsi que le remplacement de l'ouvrage à établir.

ARTICLE II Les propriétaires s'obligent, tant pour eux-mêmes que pour leur locataire éventuel, à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation de l'ouvrage et à n'entreprendre aucune opération de construction, d'exploitation et de plantation d'arbres ou d'arbustes, de modification du profil du terrain, qui soit susceptible d'endommager l'ouvrage ou de gêner son exploitation. Le PROPRIETAIRE conserve la propriété et la jouissance du terrain concernée par les ouvrages sus visés.

ARTICLE III Si pour quelque raison que ce soit, les propriétaires se proposent de bâtir sur la bande de terrain susvisée à l'article I ou de réaliser tous travaux proscrits à l'article II, ils devront faire connaître au Maître de l'Ouvrage, ou à son mandataire, par lettre recommandée, la nature et la consistance des travaux qu'ils envisagent d'entreprendre en lui fournissant tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE IV La servitude est concédée à titre gracieux. Tous les frais liés à sa création sont à la charge exclusive de la Métropole

ARTICLE V Les dégâts qui pourraient être causés aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, de l'entretien, de l'utilisation et de la réparation de l'ouvrage, feront l'objet, le cas échéant, d'une indemnité fixée à l'amiable. Les litiges éventuels seront portés devant le Tribunal compétent.

ARTICLE VI Le Tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente autorisation est celui de la situation de la parcelle.

ARTICLE VII Le PROPRIETAIRE sera dégagé de toute responsabilité à l'égard du BENEFICIAIRE, pour les dommages qui viendraient à être causés de son fait aux ouvrages faisant l'objet de la présente convention, à l'exclusion de ceux résultant d'un acte de malveillance de sa part.

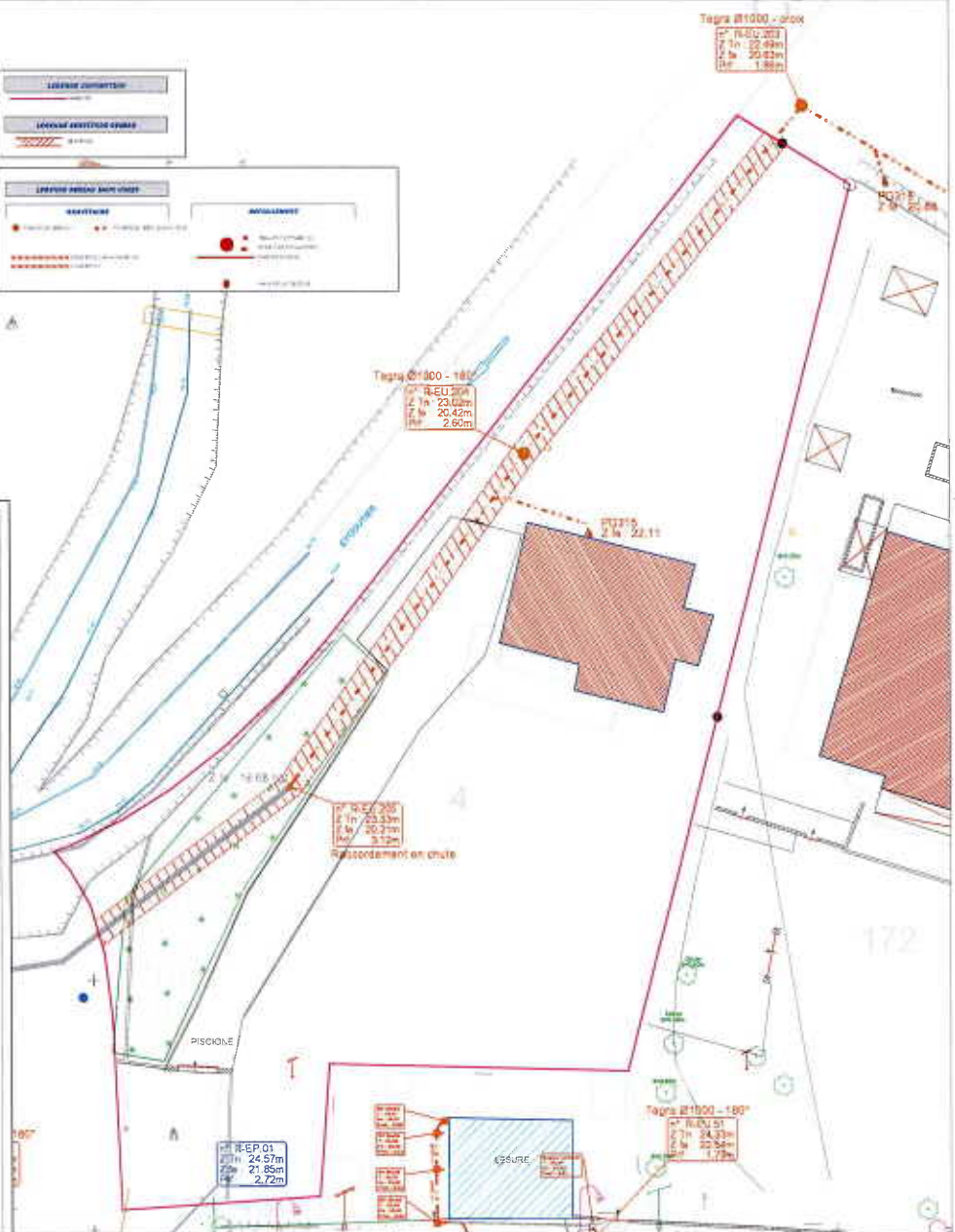
En outre, si l'atteinte portée aux ouvrages résulte d'une cause autre qu'un acte de malveillance de sa part et si des dommages sont ainsi causés à des tiers, le BENEFICIAIRE garantit le PROPRIETAIRE contre toute action aux fins d'indemnité qui pourrait être engagée par des tiers.

ARTICLE VIII La présente autorisation prend effet à dater de ce jour et est acceptée pour la durée de l'ouvrage visé à l'article 1 ci-dessus, ou de tout autre ouvrage qui pourrait lui être substitué sans modification de l'emprise existante. Le PROPRIETAIRE s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle ainsi grevée par la traversée de l'ouvrage. Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif à ces terrains, l'exercice de la convention.

ARTICLE IX Les propriétaires déclarent qu'il n'existe aucun obstacle, ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel, à la libre disposition du droit faisant objet de la présente autorisation et que la parcelle désignée ci-dessus est libre de tout privilège immobilier spécial ou de toute hypothèque.

ARTICLE X Les présentes seront publiées au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement compétent au vu de la situation de l'IMMEUBLE, à la diligence et aux frais du BENEFICIAIRE.

ARTICLE XI Pour l'exécution des présentes, les parties font éléction de domicile au siège de la Métropole et la minute du présent acte sera déposée aux archives de la Métropole.



| Modificările | | Înalt |
|--------------|---|-------|
| 24/08/2023 | Prima difuzie: | A |
| 03/11/2023 | Suplement servitutei Cazali | B |
| 15/11/2023 | Complement informațional și prezentare: | C |
| | | |
| | | |
| | | |

Protocole d'accord entre :
la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la propriétaire de la
parcelle AI 4 Commune du Pradet

• **Entre les soussignés :**

Mme Piscione Danielle, domiciliée au Pont de la Clue, 1330 Avenue Général Brosset, 83 220 Le Pradet.

Désignée ci-après par « la propriétaire »,

• **Et le Maître d'Ouvrage :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège situé 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représenté par son Président Monsieur Hubert FALCO.

Désignée ci-après par « T.P.M. »

I. OBJET :

Compte tenu de la vétusté du réseau d'assainissement longeant l'Egoutier, TPM souhaite entreprendre des travaux de restructuration dudit réseau. Dans le cadre de ces travaux, il est convenu la reprise du branchement d'assainissement présent sur cette parcelle. Pour cela, des travaux en partie privative sont nécessaires.

Dans le cadre de ces travaux, la propriétaire susnommée accepte :

- de laisser le libre accès à T.P.M., compétente en matière d'assainissement, ainsi qu'à son exploitant délégué le cas échéant, et aux entreprises mandatées pour la préparation et l'exécution des travaux de pose de canalisation durant les créneaux horaires suivants : 7h-17h
- de permettre à TPM ainsi qu'à son exploitant délégué le cas échéant, et aux entreprises mandatées, à l'issue des travaux de raccordement d'accéder par sa parcelle au réseau abandonné afin qu'il puisse être rempli de béton et ses accès condamnés

II. ORGANISATION DU CHANTIER :

- 1) Un constat d'huissier sera effectué aux frais de T.P.M. afin de consigner par écrit et support graphique (photos), et en accord avec la propriétaire, l'état initial de la zone concernée par les travaux et environnant.
- 2) T.P.M. s'engage à rendre, en fin de travaux, la zone concernée en son état initial, excepté les éventuelles modifications dues aux particularités prises en accord avec la propriétaire et consignées ci-dessous :
 - Il sera réalisé un rabotage de l'enrobé présent sur cette parcelle depuis le portail jusqu'à la maison soit environ 300 m² - épaisseur de rabotage : 4 cm
 - Il sera mis en œuvre sur environ 300m² un enrobé rouge 0/6 sur une épaisseur de 4 cm
 - En bordure de cet enrobé seront positionnées environ 40 ml de bordures béton de type P1
- 3) Un planning d'intervention ainsi que des plans d'exécution seront communiqués avant l'intervention programmée sur site.
- 4) L'implantation des conduites (réseau et conduite de branchement) sera matérialisée par traçage avant le début des travaux.

- 5) Le maître d'œuvre s'engage à être présent à toutes les réunions de chantiers, du début des travaux jusqu'à la remise en état de la parcelle, afin de garantir à la propriétaire susnommé le respect des dispositions prévues par le présent protocole.
- 6) La zone de travaux sera isolée de la propriété privée par une clôture de chantier réglementaire.

III. CONSISTANCE DES TRAVAUX :

Les travaux comprennent :

- Les travaux préparatoires de dépose de clôture, débroussaillage et abatage d'arbustes nécessaires, en tenant compte des arbres et essences remarquables à conserver
- La pose en tranchée d'une canalisation en PVC diamètre 200 mm sur 85 ml et de trois regards de visite en PEHD de diamètre 600 mm fermés d'un tampon en fonte de classe minimum D400. Si besoins, cette technique de pose pourra être remplacée par une technique de réhabilitation de l'actuelle conduite par technique sans tranchée de type chemisage ou tubage.
- Les raccordements du branchement sur environ 7 ml de conduite en PVC diamètre 160mm
- Le remblaiement de la tranchée et la fermeture en terrain naturel
- Les tests et essais nécessaires à la réception des travaux
- La remise en état de la clôture déposée préalablement
- La remise en état des lieux et des zones empruntées conformément au constat d'huissier initial, à l'exception des modifications apportées à la demande de la propriétaire et consignés ci-dessus

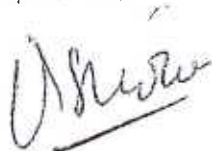
Tous les équipements et matériaux dégradés durant les travaux ou durant la période de stockage feront l'objet d'un remplacement à l'identique aux frais de l'entreprise en charge des travaux.

IV. CONVENTION DE SERVITUDE :

La propriétaire s'engage à laisser dès la fin des travaux de pose de la canalisation un accès à TPM ainsi qu'à son délégataire pour son entretien et son exploitation.

Pour cela, TPM soumettra à la propriétaire un projet de convention de servitude pour la conduite gravitaire.

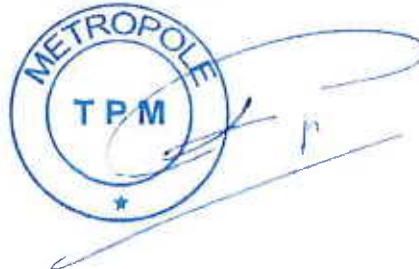
Lu et approuvé, *Lu et approuvé*
à la Pradet, le 15/06/2022
La propriétaire,



à TOULON, le 01 JUL 2022

Le président de T.P.M.,

Hubert FALCO



Pièce Jointe : extrait du plan du tracé projeté des canalisations à l'échelle 1/500

| Commune | Contenance | Surface bâtie | Adresse | C. propriétaire |
|--------------------|---------------------|--------------------|------------------------------------|-----------------|
| LE PRADET (830098) | 2510 m ² | 153 m ² | 1330 AV GENERAL BROSSET, LE PRADET | D01184 |



Échelle : 1:1000

| Propriétaire(s) | | |
|---|-----------------|--|
| MME DE NAS DE TOURRIS DANIELLE MARCELLE ROBERTE | Usufruitier | LE PANORAMIQUE ENTREE E 0205 RUE PDT ROBERT SCHUMAN 83000 TOULON |
| MME PISCIONE SYLVIE MARIE-MADELEINE PAULETTE | Nu-propriétaire | LE PANORAMIC E 0205 RUE PDT ROBERT SCHUMAN 83000 TOULON |
| MME PISCIONE VALERIE MARIE-THERESE JACQUELINE | Nu-propriétaire | LES MARGUERITES 0000 AV DES CRAUS 83160 LA VALETTE DU VAR |

| Informations d'urbanisme | | |
|--------------------------|--|---------|
| Zonage(s)(POS ou PLU) | | |
| U | UD | 100,00% |
| Prescription(s) | | |
| 25 | Corridors écologiques | 73,43% |
| Information(s) | | |
| 04 | Périmètre de droit de préemption urbain | 100,00% |
| 19 | Reseau eaux usees | -- |
| 19 | Reseau eaux usees | -- |
| Servitude(s) | | |
| PM1 | Enveloppe des zonages réglementaires | 100,00% |
| EL7 | Plan d'alignement | -- |
| Autre(s) | | |
| U | UD : zone dominee par de l habitat individuel plus ou moins aere comprenant toutefois un certain nombre d activites et de services compatibles avec la vocation residentielle dominante de la zone | 100,00% |